

Conseil de la science et de la technologie

***LES CRÉNEAUX À PRIVILÉGIER PAR LA RÉGION DE LA
CAPITALE-NATIONALE DANS LE CADRE DU PROJET ACCORD***

Alain Grisé
Mai 2005

Les créneaux à privilégier par la région de la Capitale-Nationale dans le cadre du projet ACCORD*

À l'invitation du Bureau de la Capitale-Nationale, le Conseil de la science et de la technologie a été appelé à donner son avis sur le choix des créneaux que la région devrait privilégier dans le cadre du projet ACCORD (Action concertée de coopération régionale et de développement). Le présent document résume la position du Conseil en trois points. Il met d'abord en relief les forces « transversales » de la région, en insistant sur les facteurs liés à l'innovation. Il présente ensuite le point de vue du CST sur les créneaux à privilégier. Puis, il fait quelques suggestions quant à certaines règles de conduite à adopter dans ce type de démarche.

Les grands atouts de la Capitale-Nationale

◆ *La présence gouvernementale*

La région de la Capitale-Nationale et la région métropolitaine d'Ottawa partagent un trait commun : elles ont toutes les deux une économie fortement tertiarisée et marquée historiquement par l'importance du rôle des activités gouvernementales.

« Silicon Valley of North » : c'est le surnom qu'on donne, déjà depuis plusieurs années, à la grande région d'Ottawa (anciennement la région d'Ottawa-Carleton). Cette région est celle qui affiche, au prorata de la population, le plus haut niveau de dépenses de R-D et la plus forte concentration d'entreprises de haute technologie au Canada. La « Silicon Valley of North » est née, s'est développée et continue de prospérer en raison principalement de la présence imposante du gouvernement fédéral. C'est notamment à travers la vaste opération d'informatisation du secteur public et à travers les besoins multiples en R-D des ministères et laboratoires fédéraux que le marché gouvernemental a été et est encore la plus importante source d'investissements et d'innovations de la région. Grâce à l'effet de proximité – l'effet de « cluster » – la présence du gouvernement fédéral a suscité la venue et la création de nombreuses entreprises qui, à leur tour, ont exercé un pouvoir d'attraction auprès d'autres entreprises et entraîné le démarrage de nouveaux joueurs dans la région.

La région de la Capitale-Nationale est aussi caractérisée par la forte présence de l'administration gouvernementale. Historiquement, on peut rappeler, entre autres, que c'est l'État québécois, le plus grand consommateur de TI, qui est à l'origine de la naissance et de l'expansion rapide des plus grandes sociétés de services-conseils en informatique du Québec. En fait, la présence du Parlement et des sièges sociaux gouvernementaux a toujours été un levier économique majeur pour toutes les activités de la région (<http://www.capitale.gouv.qc.ca/lire/collections/pdf/b1335.pdf>.) En science et technologie, cette présence se traduit par des investissements en R-D du secteur public beaucoup plus élevés dans la région que dans le reste du Québec (la structure des dépenses de R-D est complètement inversée dans la région : le secteur public (État et enseignement supérieur) est responsable de plus de 70 % des dépenses totales de R-D, alors que 65 % environ de ces dépenses sont attribuables à l'industrie dans le reste du Québec – <http://www.stat.gouv.qc.ca/salle-presse/communiq/2003/juin/juin0327a.htm> - http://www.mdeie.gouv.qc.ca/publications/pdf/science_technologie/fr/publications/tableau/tbsri_complet.pdf).

◆ *Une main-d'œuvre de grande qualité*

Tous les indicateurs scientifiques et technologiques le confirment : la matière grise est l'un des grands atouts de la région de la Capitale-Nationale. Les données du *Rapport de conjoncture 2001*

* Le contenu de ce document est basé principalement sur les travaux antérieurs du Conseil.

du Conseil de la science et de la technologie (portant sur l'innovation dans chacune des régions du Québec – http://www.cst.gouv.qc.ca/ftp/Conjoncture2001/Rap_conj.pdf), mises à jour d'abord en 2003 dans le *Tableau de bord du Système régional d'innovation de l'Estrie* (voir les données comparatives : http://www.innovation-estrie.qc.ca/observatoire/docs/Tdb_final1-1.pdf), puis en 2004 dans le *Tableau de bord des systèmes régionaux d'innovation du Québec* (<http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/scienceTechnologie>) montrent en effet que la région se situe le plus souvent en tête de liste de l'ensemble des régions du Québec pour la qualité et la disponibilité de sa main-d'œuvre. Ainsi, avec un vaste réseau d'établissements d'enseignement, la région peut compter sur une main-d'œuvre très scolarisée (2^e rang au Québec pour le pourcentage de la population possédant un diplôme universitaire de 1^{er}, 2^e et 3^e cycle) et sur des dépenses d'éducation parmi les plus élevées du Québec (2^e rang). Elle se défend aussi très bien en matière de main-d'œuvre scientifique et technique : elle se classe au 3^e rang pour l'importance du personnel de R-D en entreprise et au 2^e rang des régions pour la proportion de la population de diplômés (niveaux collégial et universitaire) qui exercent une profession scientifique.

◆ *La force de son infrastructure de recherche*

D'abord mis en relief dans le *Rapport de conjoncture 2001* du CST et confirmé récemment dans la *Cartographie régionale des acteurs du système d'innovation de la Capitale-Nationale* (document à paraître – Direction de la valorisation et du transfert du MDEIE), la région de la Capitale-Nationale se distingue des autres régions du Québec par la force et la diversité de son infrastructure de recherche. La région possède la plus forte concentration de centres de recherche et de transfert technologique du Québec (centres publics et en partenariat public-privé). Elle compte neuf centres de recherche gouvernementaux, six consortiums de recherche et de transfert technologique, deux centres de liaison et de transfert et un centre collégial de transfert de technologie. En matière de recherche universitaire, selon les données les plus récentes (voir *Tableau de bord des systèmes régionaux d'innovation du Québec* dans le site suivant : <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/scienceTechnologie>), les dépenses régionales *per capita* sont parmi les plus élevées du Québec, tout comme le nombre de publications scientifiques produites par les chercheurs de la région (2^e rang dans les deux cas). La valeur des contrats de recherche universitaire octroyés par l'industrie et le poids du financement industriel de la recherche universitaire situent également la région en très bonne position (2^e et 3^e rang respectivement).

Avec la présence de plusieurs laboratoires, groupes, consortiums, instituts et centres de R-D, l'expertise de la région en recherche est extrêmement variée. Au nombre de ses principaux champs de force, les domaines de la biotechnologie (secteurs bioalimentaire et biomédical), de l'optique-photonique et des technologies de l'information (les secteurs de la géomatique et du multimédia en particulier) ont connu un essor remarquable au cours des dernières années. Dans les domaines plus traditionnels, la région est reconnue comme l'un des principaux pôles de la recherche forestière en Amérique du Nord.

Des créneaux à privilégier

En plus des secteurs de pointe déjà relativement bien identifiés, la région devrait faire porter son analyse sur certains secteurs traditionnels reconnus comme des piliers de l'économie régionale et possédant toujours un fort potentiel de croissance. Ce sont des secteurs à explorer et, éventuellement, à privilégier.

◆ *Les secteurs de pointe*

En 1988, dans son *Bilan des activités scientifiques et technologiques de la région de Québec*, le Conseil de la science et de la technologie recommandait l'adoption d'une stratégie de diversification économique axée en priorité sur la recherche scientifique et le développement technologique dans les secteurs suivants : les biotechnologies et la valorisation de la biomasse; l'optique, l'opto-électronique et le laser; l'industrie des plastiques; l'informatique et la bureautique;

le secteur biomédical. Pour l'essentiel et avec raison, ce sont les mêmes secteurs qui ont été visés par la suite par les différents organismes régionaux de développement économique. Aujourd'hui, ces secteurs présentent toujours un fort potentiel de croissance et la région a su y développer de nombreux avantages comparatifs.

Toutefois, dans ses stratégies actuelles (cf. en particulier le *Plan de développement 2005* de Pôle Québec Chaudière-Appalaches [http://www.pole-qca.ca/imports/ewe/pdf_426428cdce3c4.pdf]), la région aurait tout intérêt à miser davantage sur ses atouts distinctifs, en cherchant notamment à tirer profit de l'évolution du marché gouvernemental. Plusieurs orientations récentes du gouvernement québécois – modernisation de l'État, politique-cadre sur les partenariats public-privé, gouvernement en ligne, Plan vert du Québec, programmes ministériels de R-D en santé, technologies de l'information, ressources naturelles, agriculture, etc. (voir principalement : <http://www.tresor.gouv.qc.ca/fr/modernisation/parteneriat/index.asp>) – offrent des opportunités multiples aux entreprises régionales qui relèvent des secteurs ciblés. Comme le rapportait le CIRANO dans une analyse récente des politiques territoriales (<http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2005RB-01.pdf>), la présence de l'administration publique dans la Capitale-Nationale a joué et est toujours appelée à jouer un rôle important de catalyseur pour l'économie régionale. La région devrait se donner les moyens de maximiser les retombées du marché gouvernemental pour ses secteurs stratégiques.

◆ Des secteurs à explorer

En dehors des secteurs à caractère proprement technologique, la région possède de solides assises dans certains secteurs du tertiaire de base, spécialement dans les industries de l'assurance et du tourisme.

Le secteur de l'assurance constitue une composante majeure de l'économie régionale. La région s'y distingue par la présence des sièges sociaux de sociétés d'envergure qui emploient des milliers de personnes et gèrent des actifs de plusieurs milliards de dollars (http://www150.hrdc-drhc.gc.ca/imt/quebec-metro/francais/perspro/2004-2006/parte_2/services_production.html). Ce secteur connaît de profonds bouleversements depuis une dizaine d'années : fusions, acquisitions et regroupements, expansion sur de nouveaux marchés, diversification et élargissement de la gamme des produits et services, etc. L'innovation est souvent au cœur de ces transformations. Comme dans les autres secteurs des services, elle s'y manifeste soit par l'acquisition et l'utilisation de nouvelles technologies, soit par la recherche et l'application de nouvelles idées, pratiques, approches, méthodes ou interventions (<http://www.cst.gouv.qc.ca/ftp/InnovationServices.pdf>). La région pourrait décider de consolider ce secteur en misant sur les efforts à poursuivre en matière d'innovation pour le rendre encore plus compétitif.

Partout dans le monde, l'industrie touristique est considérée comme une activité économique à forte croissance. Au Québec, le tourisme est reconnu comme un des principaux moteurs du développement économique : il génère quelque 135 000 emplois directs et des retombées évaluées à plus de 9 milliards de dollars (2004). Dans sa Politique touristique (mai 2005 – <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/industrieTouristique>), le gouvernement québécois vise à porter les recettes de l'industrie à 13 milliards de dollars en 2010. Pour atteindre cet objectif, le premier moyen d'intervention retenu est la mise en place d'un « réseau permanent de connaissance et de recherche » pour permettre une exploitation optimale des entreprises et des marchés. En cela, la politique québécoise rejoint les préoccupations de l'OCDE qui s'est attachée au cours des dernières années à démontrer les liens étroits qui existent entre l'innovation et la croissance de l'industrie touristique (<http://www.oecd.org/dataoecd/55/48/34267885.pdf>). Pour la région de la Capitale-Nationale, deuxième pôle touristique du Québec après Montréal, cette politique arrive à point car, dans ce domaine, la région a clairement besoin d'innover. Elle peut attirer beaucoup plus de touristes, et surtout beaucoup plus de touristes étrangers. Actuellement, à peine 30 % des touristes qui visitent la région proviennent de l'extérieur du Québec, alors que ce marché représente 65 % du tourisme dans la région de Montréal (<http://www.quebecregion.com/dsp/Présentation-2004-09-14.pdf>). Le tourisme d'affaires est aussi un marché en pleine croissance que la région de la Capitale-Nationale pourrait davantage

exploiter. Bref, le tourisme constitue un créneau porteur pour plusieurs années à venir et la région aurait intérêt à se mobiliser pour chercher à multiplier les solutions novatrices afin d'accroître ses retombées économiques.

En plus du tourisme et de l'assurance, la construction pourrait aussi être un secteur à considérer. On connaît l'importance de cette industrie (9 % du PIB québécois) et surtout son effet de levier majeur qu'elle exerce sur l'ensemble de l'économie. Dans la Capitale-Nationale, elle rassemble 3 400 entreprises qui emploient près de 15 000 travailleurs, soit environ 9 % de la main-d'œuvre québécoise (15 % dans la région de Montréal – http://www150.hrdc-drhc.gc.ca/imt/quebec-metro/francais/persp_pro/2004-2006/partie_2/industrie_construction.html). Dans son avis *Bâtir et innover. Tendances et défis dans le secteur du bâtiment* (<http://www.cst.gouv.qc.ca/ftp/CSTBatirInnover.pdf>), le Conseil de la science et de la technologie explore les nombreuses facettes que revêt l'innovation dans cette industrie et propose différentes pistes de solution pour améliorer sa capacité d'innover. L'avis du CST montre que la région de la Capitale-Nationale est bien outillée pour contribuer à relever ce défi : l'Université Laval reçoit une part importante des contrats de recherche attribués au Québec dans les disciplines associées au secteur; Forintek, le principal centre de recherche en technologie du bois au Canada, est implanté dans la région; la présence du gouvernement du Québec constitue également un facteur non négligeable, car il est considéré comme le principal demandeur de travaux de construction.

Des suggestions quant à la démarche

Toute stratégie régionale est liée à certains facteurs de succès. Nous proposons ici certaines règles de conduite qui, à notre avis, sont particulièrement susceptibles de contribuer à la réussite de ce type de démarche.

◆ *Se fier à une évaluation objective*

Le choix des créneaux d'excellence ne devrait pas reposer uniquement sur un consensus d'opinions. Il est trop facile de se laisser influencer par des succès ponctuels, des modes passagères ou des intérêts corporatistes. La démarche devrait s'appuyer au premier chef sur une évaluation objective (quantitative) des avantages comparatifs des secteurs industriels ou technologiques. Un examen minutieux des secteurs devrait s'attacher à mettre en perspective et à comparer les caractéristiques générales de la région et les facteurs particuliers à une industrie ou à une technologie (voir, par exemple, le portrait des grappes métropolitaines dressé par la Communauté métropolitaine de Montréal : <http://142.246.112.121/grappesmetropolitaines/leftmc.html>). À cet égard, il serait sans doute utile et très éclairant d'obtenir des statistiques sectorielles régionales sur les principaux indicateurs scientifiques et technologiques. À l'heure actuelle, la plupart des données disponibles sont beaucoup trop générales pour rendre possible une analyse comparée rigoureuse des secteurs industriels (par exemple, on ne connaît même pas les dépenses de R-D des industries de la région, ni les investissements qu'elles consacrent à l'acquisition de technologies – ces données sont disponibles seulement lorsqu'on demande des compilations spéciales, comme ce fut le cas, en 1988, dans le cadre de la réalisation du bilan scientifique et technologique de la région).

◆ *Éviter l'éparpillement*

Pour éviter de déplaire à quiconque ou dans l'espoir de mobiliser le plus grand nombre possible de joueurs, plusieurs régions ont pris l'habitude de présenter une véritable liste d'épicerie dans ce type de démarche. On se souvient des premiers plans stratégiques régionaux où bon nombre de régions voulaient implanter une « cité du multimédia » à côté d'un « centre de recherche spécialisé en biotechnologies »... L'éparpillement ne sert personne. Non seulement il fait perdre de la crédibilité aux instigateurs des projets, mais il dilue les forces nécessaires pour réaliser les objectifs d'une stratégie ambitieuse et bien ciblée.

◆ *Susciter l'engagement des acteurs régionaux*

Le succès de toute stratégie économique régionale est lié avant tout à l'engagement des différents acteurs régionaux. Il est important que les acteurs des secteurs public et privé participent ensemble, dès le début du processus, à la définition des priorités stratégiques. L'exercice doit s'appuyer sur un diagnostic clair des forces et faiblesses de secteurs industriels ou technologiques donnés et sur l'examen de questions transversales touchant plusieurs secteurs ou catégories d'acteurs. La démarche doit donner lieu à un consensus. L'implication étroite du milieu industriel est déterminante : les entreprises sont au cœur des projets de développement économique et ce sont elles qui devront répondre d'abord aux objectifs fixés. Bref, la clé de réussite d'une démarche régionale, comme celle proposée dans le cadre du projet ACCORD, réside dans le partenariat qui s'établit au sein de chaque région et surtout dans l'engagement et la participation des entrepreneurs privés (http://www.mdeie.gouv.qc.ca/publications/pdf/developpement_regional/fr/accord/projet_accord05.pdf).

Alain Grisé
Conseil de la science et de la technologie
agrise@cst.gouv.qc.ca

20 mai 2005